



Consortium Réseau des Médias pour le Développement - Actions des Volontaires Unis pour le Développement et la Santé - Engagement Collectif pour le Développement Durable

## REMEDI-AVUDS-ECODEDU

Titre du Poste	<i>Superviseur Mobilisation-Engagement communautaire &amp; CCSC</i>	
Nombre d'unité	(08)	
Lieu D'affectation	Province du Nord-Kivu : (01) Beni Ville, (01) Territoire de Beni, (01) Territoire de Lubero, (01) Territoire de Walikale.  Province de l'Ituri : (01) Territoire d'Irumu, (01) Territoire de Mambasa, (01) Territoire de Mahagi, (01) Territoire de Djugu.	
Structure du Poste	Rapporte à	Expert en Communication
Superviseur direct	Expert en Communication	
Type du contrat	CDD	
Durée du contrat	6 Mois avec possibilité de renouvellement	
Date de limite soumission	Le 20 Avril 2026	

OFFICE NATIONAL DE L'EMPLOI  
ONEM  
DIRECTION PROVINCIALE DE  
BUNIA  
Par: *[Signature]*  
N° d'Engagement: *[Signature]*

### I. CONTEXTE DU PROJET

Depuis 2022, le Gouvernement de la République Démocratique du Congo a reçu un prêt de l'Association Internationale de Développement (IDA) au titre du Financement du Projet de Stabilisation et de Relèvement de l'Est de la RDC (« Projet STAR- RDC »)

**L'objectif du Projet est de soutenir la stabilisation et le relèvement par (i) la fourniture d'infrastructures socio-économiques communautaires de base à petite échelle ; (ii) la réinsertion socio-économique des personnes associées aux groupes armés dans leurs communautés dans les zones ciblées des provinces d'Ituri et Nord-Kivu et (iii) le renforcement des administrations provinciales.**

La justification économique du projet est basée sur les éléments suivants : La nécessité de jeter les bases d'un relèvement à plus long terme en créant une plate-forme de projet décentralisée de stabilisation, intégrée dans l'administration provinciale, combinée au renforcement des systèmes de gestion des finances publiques afin que les recettes de l'État puissent garantir la pérennité de l'action.

Ce projet a 5 composantes à savoir :

### **Composante 1 : Stabilisation communautaire**

La composante ciblera un minimum de 430 sous-projets dans une projection de 430 communautés représentées par des entités territoriales décentralisées (ETD).

### **Composante 2 : Réintégration à base communautaire**

Cette composante finance les moyens de subsistance et l'aide à la réintégration pour un maximum de 120.000 personnes. Compte tenu des risques inhérents à la mise en œuvre de cette composante, la conception comporte deux caractéristiques principales : (i) le financement de cette composante permet d'exploiter les plans opérationnels provinciaux P-DDRCS formulés par le Gouvernement pour les provinces ciblées par le projet, (ii) compte tenu des deux types de communautés ciblées par ce Projet, cette composante ne soutiendra les individus éligibles qu'une fois qu'ils auront été désarmés.

### **Composante 3 : Gouvernance décentralisée**

Cette composante aide les institutions et les systèmes gouvernementaux à améliorer les moyens d'utiliser les ressources pour soutenir la stabilisation et le redressement à moyen terme.

L'objectif de la Composante est d'assurer le financement des Institutions et des Systèmes gouvernementaux nécessaires pour améliorer les moyens par lesquels les ressources du gouvernement et des partenaires extérieurs peuvent être utilisées pour soutenir la stabilisation et le redressement à moyen et long terme.

### **Composante 4 : Gestion de projet et recherche**

Cette composante vise à assurer le succès de la gestion décentralisée et de la mise en œuvre du projet et à accroître les connaissances pour soutenir le dialogue politique et la réforme.

### **Composante 5 : Intervention en cas de situation d'urgence, CERC**

Cette composante à budget zéro permettra d'établir un fonds d'urgence en cas de catastrophe qui pourra être déclenché en cas d'urgence nationale.

## **II. A PROPOS DU CONSORTIUM DE MISE EN ŒUVRE RE.ME.D - AVUDS - ECODEDU**

Le consortium RE.ME.D – AVUDS – ECODEDU est une alliance d'organisations nationales disposant d'une expertise avérée dans la mobilisation communautaire, la communication pour le changement social et comportemental (CCSC) ainsi que la mise en œuvre de projets multisectoriels dans des contextes fragiles, notamment à l'Est de la République Démocratique du Congo.



**Le Réseau des Médias pour le Développement (RE.ME.D)**, organisation de la société civile active dans 11 provinces, joue un rôle central dans la coordination du consortium grâce à son expérience en engagement communautaire, en communication stratégique et en appui aux programmes sectoriels. RE.ME.D est légalement reconnu par l'État congolais à travers l'Arrêté Ministériel n° 007/CAB/ME/MIN/J&GS/2022 du 07 février 2022, lui conférant la personnalité juridique, ainsi que l'Arrêté Ministériel n° 074/CAB.MIN/AFF.SOC-A.H.SOL.NAT/MMM/2022 du 15 juin 2022, portant agrément en qualité d'organisation à vocation humanitaire enregistrée sous le numéro 01A/20, attestant de sa conformité institutionnelle et de sa capacité à gérer des financements selon les standards des partenaires techniques et financiers.

**AVUDS (Actions des Volontaires Unis pour le Développement et la Santé)**, créée en 1999, intervient dans plusieurs provinces de l'Est du pays et dispose d'une solide expérience dans les interventions humanitaires et communautaires en zones affectées par les crises, avec une reconnaissance officielle à travers l'Arrêté n°192/CAB/MIN/J&DH/2011 et l'Enregistrement n°1409/PL/DCRE/2021 au Ministère du Plan.

**ECODEDU (Engagement Communautaire pour le Développement Durable)**, pour sa part, est une ASBL de droit congolais engagée dans la promotion du développement durable, l'assistance aux populations vulnérables et le renforcement de la cohésion sociale dans les provinces de l'Ituri, du Nord-Kivu, du Maniema et du Sud-Kivu. La complémentarité de ces trois organisations permet au consortium de garantir une forte présence communautaire, une mobilisation efficace des bénéficiaires, une bonne maîtrise des mécanismes de redevabilité et une mise en œuvre conforme aux exigences des bailleurs. Dans le cadre de la mise en œuvre du Projet de Stabilisation et de Relèvement de l'Est de la RDC (Projet STAR-RDC), sous le **Contrat n° ZR-STAR EST-414818-CS-QCBS**, le consortium est chargé de faciliter la mise en œuvre des activités de sensibilisation, mobilisation et engagement communautaire (SMEC) dans le cadre de la mise en œuvre du projet de stabilisation et de relèvement de l'est de la rdc en Province du Nord-Kivu et Ituri », ce qui justifie le recrutement de huit (8) Superviseurs en Mobilisation Communautaire et CCSC, répartis dans les provinces du Nord-Kivu (Beni Ville, Territoires de Beni, Lubero et Walikale) et de l'Ituri (Territoires d'Irumu, Mambasa, Mahagi et Djugu).



### III. FINALITE DU POSTE

Le Superviseur chargé de la sensibilisation, mobilisation, communication et engagement communautaire pour le changement social et comportemental (CCSC) a pour finalité de contribuer à la mise en œuvre efficace des activités du projet à travers un encadrement structuré des animateurs, un suivi rapproché des interventions et une capitalisation régulière des actions de mobilisation communautaire, afin de maximiser l'impact du consortium dans les zones d'intervention. Il veille à la promotion d'une approche participative de communication auprès des populations, favorisant l'appropriation communautaire des activités liées aux Activités du projet de stabilisation et de relèvement de l'Est de la RDC (STAR RDC), tout en participant activement à la collecte, à l'analyse et à la gestion des feedbacks issus des médias et des communautés.

Sous la responsabilité directe de l'Expert en Communication, le Superviseur est chargé de la planification, de la mise en œuvre et de l'évaluation des activités d'engagement communautaire. À ce titre, il (elle) assure la mobilisation, l'animation et la sensibilisation des communautés autour des objectifs du projet de stabilisation et de relèvement de l'Est de la RDC, organise et encadre les sensibilisateurs communautaires en pools structurés ainsi que les comités de gestion des biens à intérêt communautaire, et facilite la coordination entre les différentes parties prenantes locales, notamment les Organisations à Base Communautaire (OBC), les Organisations de la Société Civile (OSC), les Entités Territoriales Décentralisées (ETD), les Comités Locaux de Développement (CLD) ainsi que les autres structures associatives appuyées par le consortium RE.ME.D – AVUDS – ECODEDU.

### IV. DESCRIPTION DU POSTE

#### OBJECTIFS DU POSTE/PRINCIPALE RESPONSABILITÉ

Dans le cadre du Projet STAR-RDC, dans ses composantes intégrant des questions relative à la communication et engagement communautaire financée par la Banque Mondiale à travers l'UGP STAR-EST, le Consortium (RE.ME.D - AVUDS - ECODEDU) cherche à recruter à l'interne/externe un(e) Superviseur(e) Mobilisation Communautaire et Engagement, spécialisé(e) en Communication pour le Changement Social et Comportemental (CCSC), dont le profil répond aux exigences du programme et qui dispose d'une expérience avérée dans la mobilisation communautaire, la facilitation participative et la conduite de discussions avec des groupes diversifiés.

Sa fonction inclut également le renforcement des capacités des agents et acteurs communautaires dans les domaines de l'éducation communautaire de la



sensibilisation et de l'engagement des leaders locaux dans la mise en œuvre des Activités du projet STAR RDC, en favorisant l'appropriation communautaire et la durabilité des actions.

Le/la Superviseur(e) chargé(e) de la Mobilisation Communautaire & CCSC est responsable d'assurer la qualité, la cohérence et la pertinence des interventions dans le cadre du volet mobilisation communautaire et CCSC, en contribuant activement au renforcement des capacités des partenaires formels et informels, à l'intégration des approches participatives et à l'alignement des activités avec les objectifs stratégiques du projet STAR-RDC.

## V. RESPONSABILITÉ ET TÂCHES SPÉCIFIQUES

**Objectif 1 : Identifier et collaborer avec les points focaux des CLD, CAC, Corporations locales des médias, les points focaux des partenaires de STAR-RDC et autres consultants présents dans la zone.**

- Élaborer une cartographie dynamique et actualisée des partenaires, acteurs communautaires et points focaux, en identifiant leurs rôles, capacités et zones d'influence ;
- Participer aux recherches formatives afin d'actualiser les cadres logiques comportementaux, affiner les messages à diffuser et adapter les canaux de communication aux réalités socioculturelles locales ;
- Superviser, encadrer et accompagner les équipes des JPF et des animateurs communautaires, en assurant leur performance et leur redevabilité ;
- Appuyer l'élaboration, l'harmonisation et le suivi des Plans d'Actions de Développement Local (PADL) des CLD et des Plans d'Actions Communautaires (PAC) des CAC dans les ETD ciblées ;
- Appuyer la mise en œuvre des campagnes de sensibilisation, mobilisation et communication pour renforcer l'engagement communautaire et la pérennisation des acquis du projet STAR-RDC ;
- Veiller à l'application rigoureuse de l'approche CCSC lors des différentes diffusions, notamment à travers l'intégration effective de l'approche KAB (Knowledge, Attitude, Behavior) dans les contenus produits et diffusés ;
- Assurer le suivi de la mise en œuvre du plan de communication SMEC du consortium RE.ME.D – AVUDS – ECODEDU dans la zone, en veillant à sa cohérence et à son efficacité.

**Objectif 2 : Assurer le monitoring des médias sociaux et traditionnels dans la zone en mettant en évidence les communications sur les projets STAR-RDC et ses acteurs.**



- Disposer et actualiser les grilles de diffusion des médias ainsi que les plans de diffusion des partenaires et consultants du projet ;
- Assurer une veille médiatique régulière (radio, réseaux sociaux, plateformes communautaires) pour analyser la portée et la perception des messages diffusés ;
- S'assurer du respect des mécanismes de gestion des plaintes et des alertes (MGP) par les acteurs terrain et renforcer la remontée des feedbacks communautaires ;
- Documenter les bonnes pratiques, les perceptions communautaires et les éventuelles rumeurs afin d'adapter les stratégies de communication.

**Objectif 3 : Participer au maintien et au contrôle de la qualité des supervisions des sensibilisateurs communautaires.**

- Assurer une collaboration étroite avec les comités MGP mis en place par le client STAR-RDC ;
- Veiller au respect des principes de sauvegarde environnementale et sociale ainsi qu'à la gestion rationnelle des ressources naturelles lors des activités de sensibilisation et de mobilisation ;
- Accompagner les points focaux des OBC et renforcer les capacités des acteurs communautaires sur les approches SMEC et CCSC ;
- Participer activement aux réunions et activités planifiées par l'Animateur territorial et les autres acteurs du projet ;
- Veiller à la bonne application des approches d'engagement communautaire conformément aux stratégies définies et aux politiques nationales en vigueur ;
- Promouvoir les principes d'inclusion, de genre et de protection des groupes vulnérables dans toutes les interventions.

**Objectif 4 : Saisir, analyser les données et rédiger les rapports des PVA (Ponts Vers les activités SMEC).**

- Collaborer avec l'équipe MEAL pour la collecte, la saisie et la gestion des données dans les bases multisectorielles relatives aux activités de mobilisation communautaire ;
- Accompagner techniquement les sensibilisateurs communautaires dans l'élaboration des rapports hebdomadaires et mensuels, en veillant à leur qualité, complétude et ponctualité ;
- Compiler, analyser et transmettre les rapports à l'Expert en Communication dans les délais requis ;
- Identifier les problèmes rencontrés sur le terrain, proposer des solutions adaptées et formuler des recommandations pour améliorer la mise en œuvre des activités ;



- Analyser et interpréter les déterminants comportementaux en lien avec les activités communautaires afin d'orienter les stratégies d'intervention.

**Objectif 5 : Participer au développement du réseau communautaire et mettre en place une dynamique de collaboration efficace avec les partenaires techniques et les autorités communautaires.**

- Collaborer avec les équipes techniques afin de renforcer l'intégration des aspects communautaires dans la mise en œuvre des activités ;
- Représenter l'organisation dans les cadres de concertation communautaire et les réunions locales ;
- S'assurer que les liens avec les autorités locales, les comités et les bénéficiaires sont établis et maintenus de manière efficace ;
- Développer des relations de confiance avec les acteurs de la pyramide communautaire afin d'adapter les interventions aux réalités locales ;
- Collaborer étroitement avec les autres parties prenantes dans les zones de mise en œuvre du projet ;
- Renforcer les synergies et les partenariats entre le consortium RE.ME.D – AVUDS – ECODEDU et les autres acteurs intervenant dans la zone.

## **VI. POSITIONNEMENT HIÉRARCHIQUE**

### **Supervision**

Le Superviseur Mobilisation – Engagement Communautaire & CCSC est placé(e) sous la supervision directe de l'Expert en Communication du projet ainsi que de l'Animateur Territorial au niveau de la zone d'intervention. Il (elle) travaille en étroite collaboration avec les équipes techniques du consortium, les partenaires de mise en œuvre, ainsi que les acteurs communautaires impliqués dans le projet.

Dans l'exercice de ses fonctions, il (elle) entretient des interactions régulières avec les équipes MEAL, les responsables techniques du projet, les autorités locales et les structures communautaires, afin de garantir une coordination efficace et une cohérence des interventions sur le terrain.

### **Responsabilité**

Le niveau de responsabilité du Superviseur chargé de Mobilisation Communautaire et CCSC est centré sur la qualité technique des interventions, la coordination opérationnelle des activités communautaires et le respect des principes d'éthique professionnelle, notamment l'objectivité, la confidentialité et la transparence dans la gestion des informations.



Il (elle) assure un rôle de facilitation, de coordination et de supervision technique sans responsabilité financière directe, tout en contribuant à l'optimisation de l'utilisation des ressources à travers une planification efficace et un suivi rigoureux des activités.

## VII. QUALIFICATIONS

### Niveau d'Étude :

Être détenteur d'un diplôme universitaire (Bac+3 minimum) de préférence en sciences sociales, communication, développement communautaire, gestion de projet ou dans un domaine équivalent.

### Compétences Techniques et Expérience :

- Justifier d'au moins trois (3) années d'expérience professionnelle pertinente à un poste similaire, idéalement au sein d'organisations nationales ou internationales ;
- Démontrer une expertise confirmée en mobilisation communautaire, communication pour le changement social et comportemental (CCSC) et engagement communautaire ;
- Avoir une forte capacité de facilitation des formations, d'animation de groupes de discussion et de gestion participative des communautés ;
- Maîtriser les techniques de collecte, d'analyse et de rapportage des données liées aux activités communautaires ;
- Disposer d'excellentes compétences en rédaction de rapports techniques et correspondances administratives ;
- Avoir une bonne maîtrise des outils informatiques (Word, Excel, PowerPoint, outils de collecte digitale, etc.) ;
- Justifier d'une expérience dans la gestion ou l'accompagnement des pools de mobilisateurs communautaires ;
- Avoir une bonne compréhension des approches de redevabilité (AAP), de gestion des plaintes (MGP) et des principes de sauvegarde environnementale et sociale ;
- Être capable de travailler avec neutralité, intégrité et professionnalisme, en respectant la confidentialité des informations et les principes de collaboration avec les partenaires ;
- Maîtriser parfaitement le français (écrit et oral) et au moins une langue locale de la zone d'intervention ; la connaissance d'autres langues locales constitue un atout.



### **Aptitudes personnelles :**

- Excellentes capacités de communication interpersonnelle et d'écoute active ;
- Forte capacité à travailler en équipe et de manière autonome dans des contextes exigeants ;
- Sens élevé de l'organisation, de la planification et de la gestion des priorités ;
- Aptitude à prendre des décisions, à faire preuve d'initiative et à assumer les responsabilités ;
- Grande disponibilité, flexibilité et motivation à travailler dans des conditions parfois difficiles, y compris en dehors des horaires habituels si nécessaire ;
- Sens de l'éthique, de la redevabilité et du respect des valeurs humanitaires.

### **VIII. CONTENU DU DOSSIER**

Le dossier de candidature devra comprendre :

- Une lettre de motivation (maximum une page), manuscrite ou dactylographiée, adressée au Représentant du Consortium RE.ME.D – AVUDS – ECODEDU avec copie au Chef de Mission ;
- Un Curriculum Vitae (maximum 3 pages) actualisé comprenant au moins trois (3) personnes de référence ;
- Les copies des diplômes et attestations de services rendus en lien avec le poste ;
- Tout autre document jugé pertinent (certificats, attestations, carte de demandeur d'emploi si applicable).

**Les dossiers de candidature seront déposés uniquement en version physique au plus tard, le 20 Avril 2026 à 16h00 heure de Beni aux adresses suivantes :**

- **À BENI :** Bureau du Consortium CARITAS-REMEDI, Ville de Beni, Commune de Ruwenzori, Quartier Kasabinyole/Mupanda, Boulevard Ruwenzori, sise Hôtel La Benitienne, entrée Église Kalvari.
- **À BUNIA :** Bureau du Consortium CARITAS-REMEDI, Commune Mbunya, Quartier Yambi Yaya, Avenue Komanda n°2.
- **À MAMBASA :** Bureau du Consortium CARITAS-REMEDI, Quartier Hewa Bora, Localité Aura II, Groupement Mambasa, Secteur/Chefferie de Mambasa, Province de l'Ituri.
- **À MAHAGI :** Bureau du Consortium CARITAS-REMEDI, Commune rurale de Mahagi, Quartier Djomba, Avenue Gbaelo.



- À DJUGU : Bureau du Consortium CARITAS-REMEDI, SONAS Iga Barrière, en face de l'Hôtel Cheratone, Centre Iga Barrière.
- À IRUMU : Bureau du Consortium CARITAS-REMEDI à Komanda, Quartier Maitatu, Groupement Bandiamusu, Chefferie des Basili, Territoire d'Irumu.
- À WALIKALE : Bureau du Consortium CARITAS-REMEDI, Commune de Walikale, Quartier Kisima, Avenue Kisima, près de Life Hôtel, route vers Bukavu, en diagonale du lavage moto.
- À LUBERO : Bureau du Consortium CARITAS-REMEDI, Antenne de Lubero, localité Musimba, Cellule Kinyavuyiri n°203, 1ère avenue à droite après Cap Salama en allant vers Kyambogho.
- À OICHA : Bureau du Consortium CARITAS-REMEDI, Commune d'Oicha, Quartier Masosi, Avenue Nguma, entrée Mosquée en face du forage.

**NB :** Le Consortium RE.ME.D – AVUDS – ECODEDU est attaché à ses politiques de tolérance zéro en matière d'exploitation et d'abus sexuels (EAS), de fraude et de corruption, ainsi qu'à la protection des enfants et des personnes vulnérables, à la diversité et à l'inclusion. Toute candidature ne respectant pas ces principes sera rejetée. Si des faits avérés sont constatés après recrutement, cela entraînera un licenciement immédiat.

**Les candidatures féminines sont fortement encouragées.**

Fait à Béni, le 6/Avril/2026

**BONANE BUGESO AKIM**

Représentant du Consortium,

